BANQUET REPUBLICAIN

à PARIS 18ème arrondissement

Vendredi 3 Mars 1989

Mesdames, Messieurs,

Chers Amis et Camarades,

Paris vaut bien une halte. Une longue halte même, sous la forme de ce Banquet Républicain. Et bien plus encore car le combat que vous avez engagé est significatif à plus d'un titre. Il est significatif parce qu'il s'agit de Paris. Il est significatif parce qu'il s'agit de Chirac. Il est significatif parce qu'il s'agit de la défense des valeurs qui sont les notres. C'est autour de ces trois enjeux que je m'adresserai à vous tous ce soir.

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:06 63-96 S BIEN RECU #3

Il s'agit tout d'abord de Paris. Longtemps les pouvoirs ont hésité à doter Paris du plein exercice de ses fonctions municipales. Jadis la crainte explicitement évoquée de voir se dresser le maire de Paris contre des exécutifs faibles naissait de l'expérience de l'Histoire. Vint cependant l'heure où il fallut s'inquiéter d'une gestion à laquelle le pouvoir administratif ne suffisait plus.

La décentralisation devait en 1982 renforcer les compétences municipales. Nous avions cependant dans le même temps fait le choix d'une décentralisation interne à la ville en instituant ses vingt arrondissements, enjeu aujourd'hui d'une lutte que nous souhaitons victorieuse pour les socialistes.

A l'époque nous avions encouru les foudres de Jacques Chirac. Il paraît aujourd'hui s'être assez bien accommodé d'un statut qu'il avait si vigoureusement critiqué. Il est vrai qu'il dispose jusqu'à présent d'un pouvoir sans partage. On verra bien ce qu'il en sera dans ~~un mois~~ quinze jours quand il devra, nous l'espérons tous s'accommoder d'un meilleur équilibre.

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:07 G3-96 S BIEN RECU #4

Il n'empêche que l'état actuel du développement parisien résume assez bien la double insuffisance qui est celle de notre organisation locale : l'absence d'un pouvoir d'agglomération et une conception dépassée de notre aménagement du territoire.

Longtemps l' aménagement du territoire s'est confondu avec la sourde rivalité entre Paris et la province. Pour éviter que ne s'instaure autour de Paris ce fameux désert français, il fallait contrarier le développement de la capitale : un réseau d'interdictions, de règlementations et d'incitations a consacré cette vision d'une France moins contrastée.

Toutes visaient à organiser des métropoles d'équilibre, et à revitaliser l'ouest industriel. Cette démarche a bien fonctionné jusqu'aux années 70 grâce à une croissance continue. Elle s'est trouvée ensuite rapidement dépassée.

Pourquoi ? Tout simplement parce que la dynamique s'était inversée et que les métropoles d'équilibre ont eu rapidement besoin pour assurer leur propre développement international d'une ville leader dans un contexte chaque jour plus européen. Ce ne pouvait être que Paris. Et c'est précisément à ce moment que Paris n'a plus

répondu à cette attente faute d'une structure faisant de la capitale une vraie agglomération, puissante et vivante et non, une mosaïque de communes dispersées.

Certes tout au long de ces années et surtout sous l'impulsion de l'Etat, de grandes réalisations ont été accomplies, dans le domaine des transports, de l'urbanisme, des centres d'affaires. Mais la cohérence a manqué à l'ensemble. Cet échec du rayonnement de la capitale sur sa région est pour beaucoup imputable à Jacques Chirac.

Notre manifeste municipal prévoit de renforcer ce que l'on appelle le pouvoir d'agglomération, c'est-à-dire la possibilité de s'unir pour conquérir. ~~Comment une agglomération de plus de 10 millions d'habitants pourrait-elle vivre avec des centres de décision restreints aux frontières des communes ? Ceux-ci se contredisent ou se concurrencent alors qu'il faudrait pour donner de l'élan s'en tenir à une stratégie d'unité. La région d'Ile de France s'y est elle-même essoufflée et dispersée.~~

La France ne dispose que d'un petit nombre d'agglomérations à la taille de l'Europe. Or quand il s'agit de discuter des grands équipements des réseaux de communication, des ensembles de télécommunications, c'est bien évidemment à cette dimension

européenne qu'il faut en appeler.

Débat technique que tout cela ? Non. Nous nous trouvons là au confluent exact du projet et de la politique. Quel a été l'obstacle à l'émergence de ce pouvoir d'agglomération ici à Paris ? Le jeu du RPR. Dans les communes de proche banlieue, les départements de la couronne, comme à Paris, le RPR s'arc-boute sur des positions plutôt qu'il ne développe un projet de développement local harmonieux.

Ce sont les visées présidentielles de Jacques Chirac qui le conduisent à faire de Paris une citadelle plutôt qu'une plate-forme de développement. Il lui faut s'assurer le pouvoir, toujours plus de pouvoir ce qui a pour première conséquence de laisser s'accélérer dans la capitale une terrible sélection électorale par l'argent.

Chirac aime le pouvoir depuis Paris et non le pouvoir au profit de Paris. C'est bien là que réside le problème. Ainsi s'explique que l'agglomération parisienne soit devenue une place forte.

La maire de Paris c'est Chirac, la région c'est Krieg, le département des Hauts de Seine c'est Pasqua, et le 18ème c'est Juppé. Excusez du peu ! ~~Ce n'est plus une citadelle, c'est un donjon !~~ Ce n'est plus une ville, c'est une forteresse ! Je le dis ce soir : Paris n'est pas

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:09 G3-96 S BIEN RECU #7

la proriété du seul RPR. Paris appartient à tous les habitants de notre capitale. Je ne doute pas que les parisiens trouvent là la première raison politique de voter pour les listes des socialistes. Il faut au Conseil de Paris des débats qui concernent Paris. Ils doivent pouvoir être menés dans un cadre démocratique. Ceci passe donc par un meilleur équilibre politique et la pluralité de représentativité dans les arrondissements.

~~Ainsi il s'agit donc surtout de Chirac, puisqu'il souhaite à lui seul résumer tout Paris et les Parisiens. Chirac ne joue pas seulement la mairie de Paris, mais une opération de réhabilitation politique. Au travers de lui~~, c'est de la campagne de la droite que je souhaite parler. Etrange campagne, étrange droite. -

Etrange campagne. Les campagnes électorales obéïssent généralement à quelques règles simples. Des programmes s' opposent, le débat se noue autour de quelques thèmes forts, des arguments s'échangent. La démocratie se niche dans ces joutes qui sont finalement indispensables au libre choix des électeurs.-

Les municipales de 1989 innovent par rapport à ce schéma simple. Inspirée sans doute par "la non demande en mariage" de Brassens que vous connaissez tous, la droite semble pratiquer cette

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:09 G3-96 S BIEN RECU #8

fois la non campagne électorale. Un échange de coups certes, et vous le savez bien ici à Paris, mais pas de véritable débat d'idées : telle est la nouvelle règle du jeu que s'efforce d'imposer la droite et tout particulièrement le RPR. Qui a eu le respect des électeurs et la réflexion nécessaire à la publication d'un programme municipal ? L'UDF timidement, et c'est la seule à droite, alors que les socialistes, eux, mènent le débat sur ce que sera notre pays dans six ans.

A parcourir la France on a l'impression d'assister à une série de combats locaux, vifs, ~~extraordinairement~~ disputés. Mais leur addition ne fait pas une campagne électorale nationale. Et plus étrange encore, on voudrait nous convaincre que les socialistes n'affrontent pas d'organisations politiques de droite, mais de simples maires sortants, UDF, RPR, CNI. Des maires sortants apolitiques naturellement .

Ainsi Daniel Vaillant mène-t-il ici combat contre M. Juppé maire sortant du 18ème apolitique! M.. Juppé étant lui-même colistier de M. Jacques Chirac, maire sortant tout aussi apolitique naturellement !

Est-ce le hasard ? Une droite fatiguée, découragée, s'interrogeant sur ses échecs successifs au gouvernement comme face aux électeurs, s'est-elle assoupie au point de se confondre avec

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:10 G3-96 S BIEN RECU #9

cette couleur de muraille qu'elle paraît affectionner entre toutes?

~~Je ne vous surprendrai pas en disant que je ne partage pas cette~~ an~~alyse~~ Évidemment, La droite a fait un choix de campagne qui comporte sans doute une part de perplexité mais aussi et surtout une part de perversité. De quoi s'agit-il ? D'utiliser cette montée de l'indifférence que nous constatons tous, cette résignation des citoyens qui est aussi une mise en question de la politique. La droite veut gagner en s'appuyant sur le mal qui ronge les valeurs de notre démocratie. Libre à elle de jouer sur ce thème. Mais il s'agit de nous en défendre et d'en défendre les Français.

La campagne des municipales est toujours une campagne politique. Elle ne réclame pas seulement un arbitrage entre des personnalités. Elle impose aux électeurs de discerner derrière les situations individuelles l'affrontement de projets qui ne sont ni de même nature ni de même intérêt pour l'avenir du pays.

Il nous reste dix jours pour prolonger cette campagne que nous avons voulu faire, campagne de vérité sur la droite et les enjeux du scrutin pour une France qui abordera au cours de la prochaine décennie une des périodes les plus délicates de son Histoire.

PAG D'IDENTITE 1999-03-03 17:10 63-94 S RIEN REGU #10

Attention

Pierre Maury avait mis de côté les pages 9 - 10 . . 11 . 12

Catherine

NB - Je vous les passe quand même pour respecter la numérotation.

Mon 9 à 12

Etrange droite aussi. La droite RPR à Paris n'a pas cette diversité qui semble lui faire problème ailleurs et suscite les discours que vous connaissez sur la nécessaire unité de la droite. Ici la droite c'est le RPR et le RPR c'est Chirac. Et Chirac c'est la mairie de Paris, pas tellement par goût de la gestion municipale mais par souci de rapport de force et de conquête du pouvoir politique.

Quand le maire de Paris croît utile de développer dans le Figaro Madame un long article qui se résume à une étonnante déclaration d'amour envers Paris, on se dit que douze ans après ses fiançailles, c'est tout de même un beau miracle. A moins qu'il ne s'agisse par là de répondre à l'une de ces phrases dont Pierre Joxe a le secret : le maire de Paris aime sa mairie, sa mairie seulement, ~~car~~ mais Chirac aime-t-il vraiment sa ville?

Le RPR, en dépit intitule c'est une attitude et une méthode. ~~Je m'exprimerai brièvement sur chacun d'eux~~.

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:11 G3-96 S BIEN RECU #12

L'attitude, je la qualifierai brièvement par l'expression "grand écart". Depuis la fin de la période gaulliste, le RPR a fonctionné comme une coalition d'intérêts, parfois même comme une coalition de mécontents. Ils ne sont pas si loin de nous l'appel de Cochin, ou la sarabande infernale que Chirac faisait vivre à Barre Premier Ministre à la veille des élections présidentielles de 1981.

A l'époque, il s'agissait d'organiser un grand parti populaire susceptible d'additionner des classes moyennes à une minorité de privilégiés. C'est ce schéma qui se délite progressivement. L'expérience gouvernementale de 1986 à 1988 avec le libéralisme un peu tapageur imposé par les alliés provisoires de Monsieur Chirac - Léotard en particulier a fait exploser d'énormes contradictions.

Comment convaincre un électorat largement attaché à l'économie mixte dont l'un des promoteurs fut tout de même le Général de Gaulle, de l'opportunité des thèmes outranciers du recul de l'Etat, et de démantèlement d'administrations ou missions mises en place par le mouvement gaulliste. Je ne suis pas sûr que Monsieur Delouvrier par exemple se soit beaucoup reconnu dans les thèses du gouvernement Chirac sur la planification et l'aménagement du territoire.

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:12 G3-96 S BIEN RECU #13

La libéralisation des prix n'a pas été menée jusqu'au bout. La demande d'économie administrée de la part des groupes qui soutenaient Monsieur Chirac était telle qu'il fallait quelque peu oublier les principes.

De la même façon, la loi Méhaignerie adoptée dès 1986 pour abroger la loi Quilliot protectrice des locataires, constitue une mécanique infernale. Elle atteint particulièrement les classes moyennes.

Ce ne sont là que quelques exemples, mais ils illustrent le grand écart, du RPR, et le véritable handicap de ce parti qui pense sauvegarder son existence en oubliant les principes qui l'ont fondé. ~~Monsieur Balladur n'a pas réussi le tour de passe passe qui avait nom "capitalisme populaire." A peine esquissé, le crach boursier, l'a contraint à revenir dans le chapeau du prestidigitateur secoué par le Ministre des Finances de Monsieur Chirac.~~

Pour le reste, comment faire coexister au sein d'un même parti Monsieur Pasqua qui, par une idéologie sécuritaire à l'emporte pièce, veut en remontrer au front National ? Monsieur Pasqua qui, Ministre de l'Intérieur, ~~se limitait~~ à fanfaronner et à utiliser habilement les résultats liés à la mise en place de la loi Joxe sur la programmation

des moyens de la police ou des mesures Bonnemaison pour la prévention de la délinquance ?

Comment faire coexister au sein d'un même parti Pasqua avec Seguin qui défend une idéologie à peu près totalement opposée. De droite certes, que nous combattons également, mais enfin qui n' a rien à voir avec la première. Et d'ailleurs Seguin s'est retrouvé bien seul à secouer le siège de Président du RPR de Jacques Chirac.

Faire éclater cette contradiction du RPR constitue bien évidemment un des enjeux de la bataille de Paris que vous menez. Comment Jacques Chirac pourrait-il prétendre disposer de la totalité des pouvoirs à Paris alors qu'il semble à peine capable de réduire au silence ses principaux lieutenenants et qu'il n'a pu rassembler sur son nom moins d'un Français sur cinq en avril 88 ?

L'attitude de Jacques Chirac à Paris est aussi l'illustration d'une méthode, la préfiguration d'une situation qui devrait tout de même inquiéter jusqu'à ses propres alliés. Depuis l'échec retentissant de Michel d'ORNANO en 1977, Paris n'apparaît pas vraiment comme une ville ouverte à l'UDF. Une fois encore la méthode du RPR c'est l'élimination, la meilleure preuve c'est la composition des conseils d'arrondissements et la lutte sans merci menée par l'appareil du RPR

contre ceux qui contestaient le fonctionnement de leur parti.

Votre combat a Paris est solidaire. Vous dont il est l'écho parallèle de le Rassemblement. Votre combat a la vertu d'ouvrir d'ici combat pour une meilleure application de la démocratie a Paris.

Votre combat enfin est significatif de nos valeurs communes.

Il est significatif d'une certaine conception de la justice sociale, de la solidarité. A Paris, les loyers ont triplé ces dernières années. Les classes moyennes, les familles, les jeunes, les ouvriers, les employés, les immigrés se voient placer devant une alternative, et quelle alternative ! Payer plus, payer plus qu'ils ne peuvent ou partir, quitter Paris.

Nous ne devons décidémement pas avoir les mêmes conceptions de la justice et de la solidarité que ~~ces messieurs du~~ le RPR ! Savez-vous que 1986 et 1987 le bureau d'aide sociale de la ville de Paris a dégagé un bénéfice, mais oui, et de 80 millions de francs ! Quel paradoxe quand on connaît les réalités : les dispensaires qui ferment, 14 000 demandes d'aides médicales refusées et autant pour l'allocation parentale d'éducation ! 3% de personnes âgées qui trouvent une place dans les maisons de retraite de la capitale !

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:14 G3-96 S BIEN RECU #16

Nos concitoyens ne s'y trompent pas. Ils attendent de nous une vision plus globale, notamment en matière d'initiatives sociales. Le RMI répondait à cette attente. Mais les réformes sociales ne sont pas pour autant terminées. Nous devons bâtir un nouveau modèle de partage. Trop souvent encore, l'allocation des ressources résulte davantage de rapports de force conjoncturels, que d'une claire définition de nos priorités, de nos choix et de nos attitudes par rapport à l'avenir.

Notre combat est également significatif d'une certaine conception de l'Etat et du pouvoir. Quelle est celle de Chirac à Paris ? En apparence, un recul de l'interventionnisme, un développement des privatisations, un recours accru et souvent désordonné aux mécanismes du marché. Mais en réalité ? C'est Paris Chirac ! C'est une tentative de mainmise sur la totalité des leviers de commandes, sans accepter la moindre discussion, le moindre contre-pouvoir. Le libéralisme est une doctrine que Chirac n'accepte que quand elle l'arrange ! Et je dois avouer ma surprise - ou plutôt mon indignation car je n'ai pas été vraiment surpris ! - devant les consignes données par Didier Bariani concernant l'attribution prioritaire de logements aux locataires favorables au RPR et à l'UDF ! Ces consignes que le Canard enchaîné a publiées mercredi et que Monsieur Bariani a eu le

~~culot de confirmer jeudi, comme si cela était normal~~ !

Nous ne devons décidément pas avoir la même conception de l'impartialité de l'Etat que ~~ces messieurs du~~ le RPR !

Jacques Chirac l'a d'ailleurs confirmé très récemment à Lille où il soutenait la liste RPR qui tente de partir à l'assaut du Beffroi pour le troisième milénaire. Meeting préparé au cours duquel militants et journalistes ont vainement attendu le développement de deux ou trois idées, l'expression de tel ou tel projet pour les villes de France. Monsieur Chirac s'est borné à attaquer dans ma ville le socialisme et le Premier Secrétaire du PS en parlant d'archaïsme et diédologie passéïste. Je réponds dans sa ville à Monsieur Chirac que le socialisme est archaïque je veux bien l'être avec lui. Mais qu'il relise notre Histoire ! Le libéralisme est née au 18ème siècle avec Adam Smith et c'est au second Emprie avec Guizot que retentit le cri "enrichissez-vous" dont l'écho semblait résonner dans les propos de Balladur il y a deux ans. Le socialisme lui a vue le jour plus tard alors que les femmes et les hommes victimes de la ~~première~~ deuxième révolution industrielle relevaient la tête pour se rassembler et tenter de changer le monde. Ils n'ont pas fini ! Ce sont aujourd'hui d'autres travailleurs, d'autres femmes et hommes dans le monde, qui ont soif de solidarité, de justice sociale, de liberté.

Jacques Chirac
Richesses
accusation
défaite

1840
Guizot

Nous nous sommes indignés devant ces atteintes à la neutralité des Pouvoirs publics. Nous avons réagi contre cette idéologie primaire que constituait le recul de l'Etat.

Mais là encore nous devons penser à l'avenir. Nous devons engager une réflexion sur le "mieux d'Etat". C'est ce qu'a fait le gouvernement avec le projet de rénovation du secteur public. C'est ce que nous devons continuer à réaliser.

Plus de justice, plus d'impartialité, mais aussi plus de liberté. Notre combat est un combat pour la liberté et les Droits de l'Homme. En France et partout dans le monde. Au Chili comme en Tchécoslovaquie. En Afrique du Sud comme Iran. A ce propos, j'ai réagi personnellement et vigoureusement. J'ai insisté dans les colonnes de "Vendredi" sur le caractère intolérable de ce que l'on a appelé l' "affaire Rushdie". Intolérable cette condamnation à mort pour ce que Pierre Joxe a appelé un délit d'idées. Intolérable cet appel au meurtre lancé à Paris même et Place de la République. Intolérable aussi ces amalgames entre une religion et la trahison même de cette religion. Intolérable enfin ces Editions entravées, ces spectacles tronqués, ces films ignorés. Il fallait réagir. Je l'ai fait. D'autres, le Président de la République, le Premier Ministre, le Président de

P&S D'IDENTITE 1989-03-03 17:35 63-96 S BIEN RECU #3

l'Assemblée Nationale, le Parti Socialiste, l'ont fait également.

Mais au-delà ? Nous devons nous interroger sur l'avenir de nos relations avec un monde islamique qui est à nos portes et parfois dans nos murs. Le choc des cultures deviendra inévitable si continuent à grandir les barrières de l'incompréhension. Refusons le recul du processus d'intégration des immigrés en France. Refusons cette alliance objective entre Khomeiny et Le Pen. Mais sachons au nom de quoi nous discutons. L'immense majorité des musulmans qui vivent parmi nous respectent nos principes. C'est au nom de ces principes, laïcité, solidarité, fraternité, que la France demeure une terre d'asile et d'intégration. Tentons donc de construire les conditions d'une compréhension réciproque.

Voila toutes les valeurs que nous voulons défendre, tous les enjeux auxquels nous devons réfléchir et qui peuvent se traduire en trois mots : Paix, Justice, et Solidarité. Ce seront mes trois mots de la fin mais ils portent en eux toutes les perspectives de l'avenir tel que souhaite le fonder les socialistes.

PAS D'IDENTITE 1989-03-03 17:36 G3-96 S BIEN RECU #4